

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SPEC/MOL/5/Rev.2

22 novembre 2000

(00-4977)

**Groupe de travail de
l'accession de la Moldova**

ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Projet de liste d'engagements spécifiques

Révision

Aux fins de l'accession de la République de Moldova à l'OMC, le Ministère de l'économie et des réformes de ce pays a présenté le projet de liste d'engagements spécifiques révisé ci-après concernant les services, en demandant qu'il soit distribué aux membres du Groupe de travail.

Projet de liste d'engagements spécifiques concernant les services

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
Les engagements concernent tous les secteurs	<p>3) Néant</p> <p>4) Mouvement des personnes physiques</p> <p>Non consolidé, sauf pour ce qui concerne l'admission et le séjour temporaires des ressortissants d'un autre Membre qui relèvent de l'une ou l'autre des catégories ci-après: Vendeurs de services – personnes qui ne résident pas sur le territoire de la République de Moldova, qui ne reçoivent aucune rémunération d'une source située en République de Moldova et qui exercent des activités liées à la représentation d'un fournisseur de services dans le but de négocier la vente des services de ce fournisseur, à condition: a) de ne pas vendre directement au grand public; et b) de ne pas fournir elles-mêmes les services. L'admission de ces personnes est limitée à 90 jours. Une prolongation peut être accordée une fois par an, deux mois après l'expiration de cette période. Personnes chargées d'établir une présence commerciale: personnes employées par une entreprise n'ayant pas de présence commerciale en République de Moldova – et qui, au moment où elles ont présenté leur demande d'admission, étaient employées par cette entreprise hors de la République de Moldova depuis au moins un an – qui entrent en République de Moldova en vue d'établir une présence commerciale pour l'entreprise concernée. Ces personnes ne peuvent pas vendre directement au grand public ni fournir elles-mêmes les services. L'admission de ces personnes est limitée à 90 jours. Une prolongation peut être accordée une fois par an, deux mois après l'expiration de cette période. Personnes employées hors de la République de Moldova par une entreprise n'ayant pas de présence commerciale en République de Moldova mais ayant conclu un contrat de</p>	<p>3) <u>Terres</u> La location de terres pour une durée maximale de 99 ans est autorisée.</p> <p>Les fournisseurs étrangers peuvent acheter des terres, à l'exception des terres agricoles et forestières.</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>services avec une entreprise engagée dans des opérations substantielles en République de Moldova et qui, au moment où elles ont présenté leur demande d'admission, étaient employées hors de la République de Moldova par l'entreprise concernée depuis au moins un an. Pour chaque contrat, l'admission temporaire d'un nombre limité de fournisseurs de services sera accordée pour une période de trois mois; le nombre de fournisseurs dépendra de l'ampleur de la tâche à effectuer sous contrat. Les fournisseurs individuels de services qui ne sont pas employés par une telle entreprise hors de la République de Moldova sont considérés comme des personnes cherchant à accéder au marché moldove du travail. L'admission de ces personnes est limitée à 90 jours. Une prolongation est accordée une fois par an, deux mois après l'expiration de cette période.</p> <p>- Personnes transférées à l'intérieur de leur entreprise</p> <p>- personnel d'encadrement, dirigeants et spécialistes, au sens des définitions ci-après, qui sont des employés d'entreprises qui fournissent des services en République de Moldova par l'intermédiaire d'une succursale, d'une filiale ou d'une société affiliée établie en République de Moldova et qui, au moment où elles ont présenté leur demande d'admission, étaient employées par l'entreprise concernée depuis au moins un an:</p> <p>personnel d'encadrement - personnes qui, dans une organisation, ont essentiellement pour tâche de diriger celle-ci, ou un de ses départements ou services, supervisent et contrôlent le travail d'autres superviseurs, professionnels ou cadres, sont habilitées à recruter et à licencier ou à recommander le recrutement ou le licenciement de personnel, ou à prendre d'autres décisions (par exemple pour ce qui concerne les promotions ou l'autorisation de congés), et ont un pouvoir discrétionnaire pour les activités courantes. Cette catégorie ne comprend ni les superviseurs de premier rang</p> <p>- sauf si les employés qu'ils supervisent sont des professionnels</p> <p>- ni les employés qui exécutent essentiellement des tâches</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontière 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>nécessaires à la fourniture du service considéré.</p> <p>Dirigeants - personnes qui, dans une organisation, ont essentiellement pour tâche de gérer celle-ci, fixent ses objectifs et déterminent ses politiques, disposent d'un large pouvoir de décision et auxquelles les cadres de rang supérieur, le conseil d'administration ou les actionnaires de l'entreprise n'adressent que des indications ou directives de caractère général. Les dirigeants n'exécutent pas directement des tâches liées à la fourniture effective d'un service ou de services de l'organisation.</p> <p>Spécialistes - personnes qui, dans une organisation, ont de très grandes compétences et des connaissances très poussées des services, du matériel, des techniques et des activités de recherche ou de la gestion de l'organisation.</p> <p>L'admission de ces personnes est limitée à une période de trois ans, qui peut être prorogée pour deux ans, la période totale de leur séjour ne devant pas dépasser cinq ans.</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES			
1. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES			
A. SERVICES PROFESSIONNELS			
a) Services juridiques:			
- à l'exception des services de conseil concernant le droit du pays d'origine et le droit international (CPC 861);	<p>1) Non consolidé, mais néant pour la rédaction des documents juridiques</p> <p>2) Néant</p> <p>3), 4) Les services peuvent être fournis uniquement par des personnes morales constituées en Moldova. Un juriste agréé peut fournir tous les services juridiques, à l'exception de la représentation dans une procédure pénale. Seuls les avocats assermentés peuvent assurer une représentation dans une procédure pénale. Des prescriptions en matière de nationalité s'appliquent aux avocats et aux notaires assermentés. Les avocats assermentés doivent se soumettre à un examen conformément au règlement défini par le Conseil des avocats assermentés. Les notaires assermentés doivent se soumettre à un examen conformément à l'arrêté publié par le Ministère de la justice en collaboration avec le Conseil des notaires assermentés.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur		Limitations concernant l'accès aux marchés		Limitations concernant le traitement national		Engagements additionnels
-	Conseils sur le droit du pays d'origine et le droit international (Partie de CPC 861)	1)	Néant	1)	Néant	
		2)	Néant	2)	Néant	
		3)	Néant	3)	Néant	
		4)	Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4)	Néant	
b)	Services comptables, d'audit et de tenue de livres (CPC 862)	1)	Néant	1)	Néant	
		2)	Néant	2)	Néant	
c)	Services de conseil fiscal (CPC 863)	3)	Néant	3)	Néant	
		4)	Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4)	Néant	
d)	Services d'architecture (CPC 8671)					
e)	Services d'ingénierie (CPC 8672)					
f)	Services intégrés d'ingénierie (CPC 8673)					
g)	Services d'aménagement urbain et d'architecture (CPC 8674)					

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur		Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
h)	Services médicaux et dentaires privés (CPC 9312) (CPC 9312, à l'exclusion des services fournis par le secteur public)	<p>1) Néant</p> <p>2) Les programmes publics d'assurance ne couvrent pas le coût des services médicaux fournis à l'étranger.</p> <p>3) L'exercice de la médecine par des étrangers doit être autorisé par les autorités sanitaires locales, en fonction des besoins économiques, lesquels déterminent la présence de médecins et de dentistes dans une région donnée.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Néant</p>	
i)	Services vétérinaires (CPC 932)	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Néant</p>	
j)	Autres services de santé humaine (CPC 9319, à l'exclusion des services fournis par le secteur public)	<p>1) Néant</p> <p>2) Les programmes publics d'assurance ne couvrent pas le coût des services médicaux étrangers fournis à l'étranger.</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". Prescriptions en matière de nationalité. L'examen des besoins économiques détermine le nombre total d'infirmières et de sages-femmes dans une région donnée qui est autorisé par les autorités sanitaires locales.</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
k) Autres (CPC 93191)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	
B. SERVICES INFORMATIQUES ET SERVICES CONNEXES			
a) Services de consultation en matière d'installation des matériels informatiques (CPC 841)	1) Néant 2) Néant 3) Néant	1) Néant 2) Néant 3) Néant	
b) Services de réalisation de logiciels (CPC 842)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Néant	
c) Services de traitement de données (CPC 843)			
d) Services de base de données (CPC 844)			
e) Autres (CPC 845+849)			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontière 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur		Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
C.	SERVICES DE RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT			
a)	Services de recherche-développement en sciences naturelles (CPC 851)	1) Néant 2) Néant 3) Néant	1) Néant 2) Néant 3) Néant	
b)	Services de recherchedéveloppement en sciences sociales et humaines (CPC 852)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Néant	
c)	Services de recherche-développement interdisciplinaires (CPC 853)			
D.	SERVICES IMMOBILIERS			
a)	Services immobiliers se rapportant à des biens propres ou loués (CPC 821)	1) Néant 2) Néant 3) Les services peuvent être fournis uniquement par des personnes morales constituées en Moldova.	1) Néant 2) Néant 3) Néant	
b)	Services immobiliers à forfait ou sous contrat (CPC 822)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur		Limitations concernant l'accès aux marchés		Limitations concernant le traitement national		Engagements additionnels
E.	SERVICES DE CRÉDIT-BAIL OU DE LOCATION SANS OPÉRATEURS					
a)	De bateaux (CPC 83103)	1)	Néant	1)	Néant	
b)	D'aéronefs (CPC 83104)	2)	Néant	2)	Néant	
c)	D'autres matériels de transport (CPC 83101+83102+83105)	3)	Néant	3)	Néant	
d)	D'autres machines et matériel (CPC 83106-83109)	4)	Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4)	Néant	
e)	Autres (CPC 832), y compris les cassettes vidéo enregistrées et les supports similaires destinés à être joués sur du matériel domestique à des fins essentiellement récréatives					

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur		Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
F.	AUTRES SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES			
a)	Services de publicité (CPC 871)	1) Néant	1) Néant	
b)	Services d'études de marché et de sondages (CPC 864)	2) Néant	2) Néant	
c)	Services de conseil en gestion (CPC 865)	3) Néant	3) Néant	
d)	Services connexes aux services de consultation en matière de gestion (CPC 866)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Néant	
e)	Services d'essais et d'analyses techniques (CPC 8676)			
f)	Services annexes à l'agriculture, à la chasse et à la sylviculture (CPC 881)			
g)	Services annexes à la pêche (CPC 882)			
h)	Services annexes aux industries extractives (CPC 883+5115)			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontière 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
i) Services annexes aux industries manufacturières (CPC 884+885) (à l'exception du 88442)			
j) Services annexes à la distribution d'énergie (CPC 887)			
k) Services de placement et de fourniture de personnel (CPC 872)	1) Néant 2) Néant 3) Les services peuvent être fournis uniquement par des personnes morales constituées en Moldova. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	
l) Services d'enquêtes et de sécurité (CPC 873)	1) Néant 2) Néant 3) Les services peuvent être fournis uniquement par des personnes morales constituées en Moldova. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur		Limitations concernant l'accès aux marchés		Limitations concernant le traitement national		Engagements additionnels
m)	Services connexes de consultations scientifiques et techniques (CPC 8675)	1)	Néant	1)	Néant	
		2)	Néant	2)	Néant	
		3)	Néant	3)	Néant	
n)	Entretien et réparation de matériel (à l'exclusion des navires pour la navigation maritime, aéronefs et autres matériels de transport) (CPC 633+8861-8866)	4)	Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4)	Néant	
o)	Services de nettoyage de bâtiments (CPC 874)					
p)	Services photographiques (CPC 875)					
q)	Services de conditionnement (CPC 876)					
r)	Services de publication et d'impression (CPC 88442)					
s)	Services de congrès (CPC 87909*)					
t)	Autres (CPC 8790)					

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
2. SERVICES DE COMMUNICATION			
			La République de Moldova participera activement aux séries de négociations sur les services en cours et futures dans le cadre de l'OMC en vue d'améliorer ses engagements relatifs aux services de communication, tels qu'ils sont définis dans le document W/120.
A. SERVICES POSTAUX			
a) Services postaux internationaux et intérieurs relatifs aux lettres pesant jusqu'à 350 grammes (CPC 7511)	1), 3) Monopole de l'entreprise d'État "Posta Moldova" 2) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) Services postaux relatifs aux colis (CPC 75112)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	
c) Services de guichet des bureaux de poste (CPC 75113)	1), 3) Néant à compter du 31 décembre 2004. Monopole de l'entreprise d'État "Porto Moldova" 2) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	
B. SERVICES DE COURRIER (CPC 7512)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
C. SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATION Les engagements contractés par la Moldova sont conformes aux principes énoncés aux fins de l'établissement des listes dans les documents ci-après: "Note sur l'établissement des listes d'engagements pour les télécommunications de base" (S/GBT/W/2/Rev.1) et "Limitations concernant l'accès aux marchés qui ont trait à la disponibilité du spectre" (S/GBT/W/3).			
a) Services de téléphones publics (CPC 7521)	1), 3) Néant à compter du 31 décembre 2003. Monopole de l'entreprise d'État "Modtelecom" 2) Néant 3) Les services peuvent être fournis par les personnes morales constituées en Moldova. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	Le document de référence ci-joint sur les principes réglementaires constitue un engagement additionnel de la République de Moldova.
b) Services de téléphonie mobile analogique (CPC 75213.1)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	
c) Services de téléphonie mobile numérique (CPC 75213.2)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur		Limitations concernant l'accès aux marchés		Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
d)	Services mobiles (CPC 75213): - services de radiorecherche (CPC 75291); - services mobiles pour données	1)	Néant	1)	Néant
		2)	Néant	2)	Néant
		3)	Néant	3)	Néant
		4)	Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4)	Néant
e)	Services de communication par satellite	1), 3)	Néant à compter du 31 janvier 2003. Dans le cas des services internationaux de communication personnelle, les services peuvent être fournis uniquement par l'intermédiaire du réseau international de la société "Moldtelecom".	1), 3)	Néant
		2)	Néant	2)	Néant
		4)	Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4)	Néant
f)	Services de réseaux d'affaires (CPC 7522)	1), 3)	Néant à compter du 31 décembre 2003. Monopole de l'entreprise d'État "Moldtelecom".	1), 3)	Néant
		2)	Néant	2)	Néant
		4)	Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4)	Néant
g)	Services de transmission de données avec commutation par paquets (CPC 75232)	1)	Néant	1)	Néant
		2)	Néant	2)	Néant
		3)	Néant	3)	Néant
		4)	Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4)	Néant

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur		Limitations concernant l'accès aux marchés		Limitations concernant le traitement national		Engagements additionnels
h)	Services de transmission de données avec commutation de circuits (CPC 7523*)	1)	Néant	1)	Néant	
		2)	Néant	2)	Néant	
		3)	Néant	3)	Néant	
		4)	Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4)	Néant	
i)	Services télégraphiques et services de télex (CPC 7522 et 7523)	1), 3)	Néant à compter du 31 décembre 2003. Monopole de l'entreprise d'État "Moldtelecom"	1)	Néant	
		2)	Néant	2)	Néant	
		3)	Les services peuvent être fournis par des personnes morales constituées en Moldova.	3)	Néant	
		4)	Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4)	Néant	
j)	Services de télécopie (CPC 7521*+7529*)	1)	Néant	1)	Néant	
		2)	Néant	2)	Néant	
		3)	Néant	3)	Néant	
		4)	Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4)	Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur		Limitations concernant l'accès aux marchés		Limitations concernant le traitement national		Engagements additionnels
k)	Services de circuits loués privés (CPC 7522*+7523*)	1)	Néant	1)	Néant	
		2)	Néant	2)	Néant	
		3)	Néant	3)	Néant	
		4)	Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4)	Néant	
l)	Courrier électronique (CPC 7523*)	1)	Néant	1)	Néant	
		2)	Néant	2)	Néant	
		3)	Néant	3)	Néant	
		4)	Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4)	Néant	
m)	Audiomessagerie téléphonique (CPC 7523*)	1)	Néant	1)	Néant	
		2)	Néant	2)	Néant	
		3)	Néant	3)	Néant	
		4)	Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4)	Néant	
n)	Services directs de recherche d'information et de serveur de base de données (CPC 7523*)	1)	Néant	1)	Néant	
		2)	Néant	2)	Néant	
		3)	Néant	3)	Néant	
o)	Échange électronique de données (EDI) (CPC 7523*)	4)	Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4)	Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
p) Services à valeur ajoutée/améliorés de télécopie (y compris enregistrement et retransmission et enregistrement et recherche) (CPC 7529*)			
q) Conversion de codes et de protocoles (CPC non disponible)			
r) Traitement direct de l'information et/ou de données (y compris traitement de transactions) (CPC 843)			
s) Autres services de télécommunication (CPC 7529)			
d. Autres (CPC 7549)			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur		Limitations concernant l'accès aux marchés		Limitations concernant le traitement national		Engagements additionnels	
3. SERVICES DE CONSTRUCTION ET D'INGÉNIERIE CONNEXES							
a)	Travaux généraux de construction de bâtiments (CPC 512)	1)	Néant	1)	Néant		
		2)	Néant	2)	Néant		
b)	Travaux généraux de construction d'ouvrages de génie civil (CPC 513)	3)	Néant	3)	Néant		
		4)	Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4)	Néant		
c)	Travaux de pose, d'installations et de montage (CPC 514+516)						
d)	Travaux d'achèvement des bâtiments et de finition (CPC 517)						
e)	Autres (CPC 511+515+518)						
4. SERVICES DE DISTRIBUTION							
a)	Services de courtage (CPC 621)	1)	Néant	1)	Néant		
		2)	Néant	2)	Néant		
b)	Services de commerce de gros (CPC 61111, 622)	3)	Néant	3)	Néant		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur		Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
c)	Services de commerce de détail (CPC 631+632+633+6111+6113+61221), y compris les enregistrements audio et vidéo et les supports similaires (CPC 63234)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Néant	
d)	Franchisage (CPC 8929)			
e)	Autres services de distribution			
5. SERVICES D'ENSEIGNEMENT				
a)	Services d'enseignement primaire (CPC 921)	1) Néant	1) Néant	
b)	Services d'enseignement secondaire (CPC 922)	2) Néant	2) Néant	
		3) Néant	3) Néant	
c)	Services d'enseignement supérieur (Partie de CPC 923)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Néant	
d)	Enseignement pour adultes (CPC 924)			
e)	Autres services d'enseignement (CPC 929)			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
6. SERVICES CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT			
a) Services d'assainissement (CPC 9401)	1) Néant	1) Néant	
b) Services d'enlèvement des ordures (CPC 9402)	2) Néant	2) Néant	
c) Services de voirie et services analogues (CPC 9403)	3) Néant	3) Néant	
d) Autres services de protection de l'environnement (CPC 9404, CPC 9405, CPC 9406, CPC 9409)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontière 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
7. SERVICES FINANCIERS			
A. SERVICES D'ASSURANCE ET SERVICES CONNEXES			
a) Services d'assurance-vie, services d'assurance accident et d'assurance maladie (CPC 8121)	1) Néant 2) Néant 3) Néant	1) Néant 2) Néant 3) Néant	
b) Services d'assurance autre que sur la vie (CPC 8129, à l'exception de l'assurance maritime, de l'assurance aérienne et de l'assurance d'autres modes de transport)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Néant	
c) Assurance maritime, assurance aérienne et assurance d'autres modes de transport (CPC 8129)			
d) Réassurance et rétrocession (CPC 81299)			
e) Services auxiliaires de l'assurance (y compris activités de courtage et d'agence) (CPC 8140)			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>SECTEUR BANCAIRE ET AUTRES SERVICES FINANCIERS (à l'exclusion de l'assurance)</p> <p>Les banques étrangères peuvent mener des activités financières sur le territoire de la République de Moldova, mais uniquement par l'intermédiaire de leurs succursales ou filiales qui détiennent une licence de la Banque nationale de Moldova. L'octroi d'une telle licence est assorti de la condition suivante: le capital initial versé ne doit pas être inférieur au capital minimum requis de manière non discriminatoire.</p> <p>Les banques, y compris celles qui bénéficient d'une participation étrangère au capital, doivent être constituées en sociétés par actions. Des bureaux de représentation des banques étrangères peuvent être établis sur le territoire de la République de Moldova sans obtenir de licence de la Banque nationale de Moldova, mais ils n'ont pas le droit d'y mener des activités financières.</p> <p>Les résidents doivent obtenir l'autorisation de la Banque nationale de Moldova pour chaque transaction relative à l'octroi de prêts et de garanties à des non-résidents, ainsi que pour d'autres transferts de capitaux à des non-résidents.</p>			
a) Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public (CPC 81115-81119)	1) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux – Secteur bancaire et autres services financiers"	1) Néant	
b) Prêts de tout type, y compris crédit à la consommation, crédit hypothécaire, affacturage et financement de transactions commerciales (CPC 8113)	2) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux – Secteur bancaire et autres services financiers"	2) Néant	
	3) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux – Secteur bancaire et autres services financiers"	3) Néant	
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Néant	
c) Crédit-bail (8112)			
d) Tous services de règlement et de transferts monétaires (CPC 81339*)			
e) Garanties et engagements (CPC 81199*)			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>f) Opérations pour compte propre ou pour compte de clients, que ce soit dans une bourse, sur un marché hors cote ou autre sur: les instruments du marché monétaire (chèques, effets, certificats de dépôt, etc.) (81339*); les devises étrangères (81333); les produits dérivés, y compris, mais pas uniquement, les instruments à terme et les options (81339*); les instruments du marché des changes et du marché monétaire, y compris swaps, accords de taux à terme, etc. (81339*); les valeurs mobilières négociables (CPC 81321*); les autres instruments négociables et actifs financiers, y compris le métal (81339*)</p> <p>g) Courtage monétaire (81339*)</p>			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
h) Gestion d'actifs, par exemple gestion de trésorerie ou de portefeuille, toutes formes de gestion d'investissement collectif, gestion de fonds de pension, services de dépositaire et services fiduciaires (8119**, 81323*)			
i) Services de règlement et de compensation afférents à des actifs financiers, y compris valeurs mobilières, produits dérivés et autres instruments négociables (81339* ou 81319*)			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
j) Services de conseil et autres services financiers auxiliaires de toutes les activités énumérées dans la partie 1B du document MNT.TNC/W/50, y compris cote de crédit et analyse financière, recherche et conseil en investissements et en placements et conseil en matière d'acquisitions, de restructurations et de stratégies d'entreprises (8131 ou 8133)			
k) Fourniture et transfert d'informations financières, et traitement de données financières et logiciels y relatifs, par les fournisseurs d'autres services financiers (8131)	1) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux – Secteur bancaire et autres services financiers" 2) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux – Secteur bancaire et autres services financiers" 3) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux – Secteur bancaire et autres services financiers" 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
l) Participation à des émissions de tout type de valeurs mobilières, y compris garantie et placement en qualité d'agent (dans le public ou à titre privé) et prestation de services relatifs à ces émissions (8132)	1) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux – Secteur bancaire et autres services financiers" 2) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux – Secteur bancaire et autres services financiers" 3) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux – Secteur bancaire et autres services financiers" et à l'exception du fait que la Banque nationale de Moldova est un organisme financier du gouvernement sur le marché des bons du Trésor. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	
8. SERVICES HOSPITALIERS ET AUTRES SERVICES DISPENSÉS DANS DES ÉTABLISSEMENTS DE SOINS DE SANTÉ			
a) Services hospitaliers Services hospitaliers et de sanatoriums privés (CPC 9311, à l'exclusion des services fournis par le secteur public)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	
b) Services sociaux (partie de CPC 933)			
c) Autres services hospitaliers (CPC 933)			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
9. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES			
a) Services d'hôtellerie et de restauration (y compris les services de traiteur) (CPC 641-643)	1) Néant 2) Néant 3) Néant	1) Néant 2) Néant 3) Néant	
b) Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques (CPC 7471)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Néant	
c) Services de guides touristiques (CPC 7472)			
d) Autres services relatifs au tourisme et aux voyages			
10. SERVICES RÉCRÉATIFS, CULTURELS ET SPORTIFS			
a) Services des salles de cinéma, des salles de théâtre (CPC 96199 ^{**})	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant, à l'exception de l'accès aux subventions: non consolidé 4) Néant	

^{**} Indique que le service spécifié ne constitue qu'une partie de la gamme complète d'activités visées par la catégorie correspondante de la CPC.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur		Limitations concernant l'accès aux marchés		Limitations concernant le traitement national		Engagements additionnels
b)	Autres services de spectacles (CPC 96191+96194)	1)	Néant	1)	Néant	
		2)	Néant	2)	Néant	
c)	Services d'agences de presse (CPC 962)	3)	Néant	3)	Néant	
d)	Services des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels (CPC 963)	4)	Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4)	Néant	
e)	Services sportifs et autres services récréatifs (CPC 964)					
11. SERVICES DE TRANSPORT						
a)	Services de transport maritime (CPC 7211, 7212, 7213, 8868**, 7214, 745**)	1)	Néant	1)	Néant	
		2)	Néant	2)	Néant	
		3)	Néant	3)	Néant	
b)	Services de transport par les voies navigables intérieures (CPC 7221, 7222, 7223, 8868**, 7224, 745**)	4)	Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4)	Néant	
c)	Services de transport aérien définis dans l'annexe sur les services de transport aérien					

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
a) et b) Transport de voyageurs et de marchandises (CPC 731, 732) c) Location d'aéronefs avec équipage (CPC 734) d) Maintenance et réparation d'aéronefs (CPC 8868**) e) Vente et commercialisation de services de transport aérien (CPC 746*) f) Systèmes de réservation informatisée (CPC 746*)			
d) Transport spatial (CPC 733)			
e) Services de transport ferroviaire (CPC 7111, 7112, 7113, 8868**, 743)			
f) Services de transport routier			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
a) Transport de voyageurs (CPC 7121+7122);	1) Néant	1) Néant	
b) Transport de marchandises (CPC 7123, pour 7123, à l'exclusion des services de cabotage);	2) Néant	2) Néant	
c) Location de véhicules commerciaux avec chauffeur (CPC 7124);	3) Néant	3) Néant	
d) Entretien et réparation du matériel de transport routier (CPC 6112+8867);	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Néant	
e) Services annexes des transports routiers (CPC 744)			
g) Transport par conduites (CPC 7131, 7139)			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontière 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>h) Services annexes et auxiliaires de tous les modes de transport</p> <p>a) services de manutention des marchandises, services d'entreposage et de magasinage (CPC 741, 742);</p> <p>b) services des agents de transport de marchandises et autres services annexes et auxiliaires de transport (CPC 748, 749)</p>			
i) Autres services de transport			

Liste d'exemptions NPF de la République de Moldova

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure indiquant son incompatibilité avec l'article II	Pays visés par la mesure	Durée d'expiration prévue de la mesure	Conditions qui ont rendu l'exemption nécessaire
Services audiovisuels - Services de production et de distribution d'œuvres audiovisuelles par la radiodiffusion ou d'autres formes de transmission au public	Mesures qui définissent les œuvres d'origine européenne de manière à accorder le traitement national aux œuvres audiovisuelles qui remplissent certains critères linguistiques et d'origine concernant l'accès à la radiodiffusion ou à des formes similaires de transmission.	Les parties à la Convention européenne sur la télévision transfrontières du Conseil de l'Europe ou les autres pays européens avec lesquels un accord peut être conclu.	Indéterminée. L'exemption n'est nécessaire, pour certains pays, que jusqu'à la conclusion ou la pleine mise en œuvre d'un accord d'intégration économique.	Le but des mesures prises dans ce secteur est de promouvoir les valeurs culturelles des pays membres de la CE et des autres pays d'Europe et de réaliser certains objectifs de politique linguistique.
Services audiovisuels - Services de production et de distribution d'œuvres cinématographiques et de programmes de télévision	Mesures basées sur les accords-cadres de gouvernement à gouvernement sur la coproduction d'œuvres audiovisuelles qui confèrent le traitement national aux œuvres audiovisuelles qu'ils visent, en particulier par rapport à la distribution et à l'accès au financement.	Tous les pays avec lesquels une coopération culturelle peut être souhaitable.	Indéterminée	Le but de ces accords est de promouvoir les liens culturels entre les pays concernés.
Services audiovisuels - Services de production et de distribution de programmes de télévision et d'œuvres cinématographiques	Mesures ayant pour effet d'accorder la possibilité de bénéficier de programmes d'aide (tels que le Plan d'action pour des services améliorés de télévision, Media ou Eurimages) aux œuvres audiovisuelles et aux fournisseurs de ces œuvres qui remplissent certains critères leur conférant l'origine européenne.	Les pays européens	Indéterminée. L'exemption n'est nécessaire, pour certains pays, que jusqu'à la conclusion ou la pleine mise en œuvre d'un accord d'intégration économique.	Le but de ces programmes est de préserver et promouvoir l'identité régionale des pays européens unis par des liens culturels de longue date.
Services de transport routier de voyageurs et de marchandises	Mesures prises au titre d'accords bilatéraux qui réservent ou restreignent la fourniture de services de transport et en spécifient les modalités d'application, y compris la perception de taxes routières et l'octroi aux parties contractantes concernées de permis de transit bilatéraux et d'autres permis pour la fourniture de services de transport à l'entrée, en transit et à la sortie du territoire de la République de Moldova. Le cabotage routier est réservé aux véhicules immatriculés en Moldova.	Tous les pays avec lesquels des accords sont en vigueur ou en voie de l'être.	Indéterminée.	Protection de l'infrastructure du transport et de l'environnement et réglementation des droits de circulation sur le territoire de la République de Moldova et entre les pays concernés.
Vente et commercialisation de services de transport aérien	Accès préférentiel au marché consécutif à des accords bilatéraux sur le transport aérien.	Tous les pays	Cinq ans	Réciprocité concernant la fourniture de services de transport aérien consécutive à des accords bilatéraux sur le transport aérien.

LISTE FINALE CONCERNANT LES SERVICES DE
TÉLÉCOMMUNICATION DE BASE

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunication de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications:

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunication de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, constituent un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de

communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 Interconnexion à assurer

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires du fournisseur de services non affilié ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public,

à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en œuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'État.
